

Jeunes et Société (Suite) - 1/2

Des mesures sont envisagées, des crédits sont réservés, mais la volonté réelle d'investir sur les jeunes avec des moyens adaptés est-elle véritablement un objectif que se donnent nos politiques, notre société alors que plus d'un jeune de moins de 25ans sur cinq est sans emploi, sans logement ? Une suite à à mon précédent article.

Rappelez-vous entre les mois de mai et décembre 1994, il y a donc une quinzaine d'années, le Gouvernement Balladur lançait une consultation nationale en direction des jeunes pour révéler- déjà ! - les aspirations, les craintes et les attentes des jeunes âgés de 15 à 25 ans.

Des grands thèmes étaient proposés suite aux manifestations d'étudiants -djà ! - sujets pour lesquels chaque jeune peut être encore plus que jamais aujourd'hui concerné :

L'Emploi et la formation, l'école et l'université, la santé, les loisirs et l'initiative, la vie quotidienne, la participation à la vie publique...

Jacques Chirac à cette période était intervenu en formulant un vœu "les années 2000, une chance pour tous" au moment où 600 000 jeunes de 18/25 ans étaient au chômage et où la violence dont le Gouvernement parle beaucoup depuis quelques semaines rentrait dans les écoles. Le principe naturellement était pour le Gouvernement de l'époque de faire des propositions concrètes et surtout de les réaliser dans le temps. Il n'y a pas que les oiseaux qui s'envolent, les paroles aussi. Ceux d'aujourd'hui sont oubliés du RSA...

15 ans après même scénario : "attention, ça tourne ! ".

Des jeunes face à une porte fermée

Pourtant les propositions ne manquaient pas... Etaient-elles utopiques ?

Toujours est-il la démarche visait concrètement à proposer aux jeunes de 18 à 25 ans, dans les meilleurs délais (je vous laisse juge !) qui cherchent un emploi depuis plus de 6 mois une activité à mi-temps, rémunérée, assortie d'une formation individualisée.

Cette mesure était complétée par l'inscription dans tous les cahiers des charges des marchés publics d'une clause sociale d'embauche de jeunes. Il était aussi avancé la suppression de toutes les formations et de tous les stages non qualifiants...

Les jeunes ruraux n'étaient pas non plus oubliés, puisque des incitations financières devaient être recherchées pour soutenir toute initiative destinée à créer son emploi en milieu rural. Je passe sur toutes autres propositions comme l'accès au logement.

La porte pouvait donc s'ouvrir, mais elle est restée fermée où à peine entrebâillée.

De nouveaux signes face à des angoisses persistantes

Certes, les jeunes des années 90 âgés en moyenne d'une vingtaine d'années ont aujourd'hui quasiment le double de leur âge, souhaitons qu'ils ne soient pas devenus des travailleurs pauvres. Espérons aussi, qu'ils puissent aujourd'hui accompagner comme il le faut, leurs propres jeunes dans une autonomie valorisante.

Quelques signes sont lancés notamment par le Gouvernement, mais aussi par les Missions locales d'insertion jeunes pour qu'à nouveau des portes puissent s'ouvrir.

En effet, dans cette période où plus du tiers des 18/25 ans sont des Sans Domicile Fixe (selon le rapport du Mal logement de la Fondation Abbé Pierre) alors que cette classe d'âge représente 23% de la population, l'Union nationale des missions locales, suite à une rencontre avec le commissaire à la jeunesse, Martin Hirsch, a été conviée à participer à la commission sur la politique de la jeunesse instituée en mars dernier. Ces différents échanges débouchent sur une initiative pour porter la parole des jeunes, ainsi durant 7 jours en juin 2009, un questionnaire sera lancé auprès des jeunes des missions locales pour faire mieux connaître leurs besoins et faire reconnaître les moyens proposés. Le résultat de la démarche sera transmis au Gouvernement.

Jeunes et Société (Suite) - 2/2

Nous verrons bien comment cette question sera traitée au plus haut niveau de l'Etat. Dommage que l'Union Nationale des Missions Locales n'ait donné dans cette démarche qu'un caractère incitatif vis-à-vis des structures concernées et informatif vis-à-vis du Gouvernement. La communication n'a de bon que si elle est suivie d'une obligation de résultats dans le cadre de la solidarité nationale. A suivre...